

Anhang

1. Die Meerengenkonvention von Montreux vom 20. Juli 1936 ¹⁾

Convention concernant le Régime des Détroits

Sa Majesté le Roi des Bulgares, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté l'Empereur du Japon, Sa Majesté le Roi de Roumanie, le Président de la République turque, le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et Sa Majesté le Roi de Yougoslavie;

Animés du désir de régler le passage et la navigation dans le détroit des Dardanelles, la Mer de Marmara et le Bosphore, compris sous la dénomination générale de « Détroits », de manière à sauvegarder, dans le cadre de la sécurité de la Turquie et de la sécurité, dans la Mer Noire, des États riverains, le principe consacré par l'article 23 du Traité de Paix signé à Lausanne, le 24 juillet 1923;

Ont résolu de substituer la présente Convention à la Convention signée à Lausanne le 24 juillet 1923 et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. le Docteur Nicolas P. Nicolaev, Ministre plénipotentiaire, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et des Cultes;

M. Pierre Neïcov, Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères et des Cultes.

Le Président de la République française:

M. Paul-Boncour, Sénateur, Délégué permanent de la France à la Société des Nations, ancien Président du Conseil, ancien Ministre des Affaires étrangères, Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre;

¹⁾ Cmd. 5249, Turkey No. I (1936). Die Drucksache enthält außerdem einen Schriftwechsel zwischen dem türkischen Delegierten Rüstü Aras und dem britischen Delegierten Lord Stanley. Rüstü Aras nimmt in seinem Schreiben vom 18. Juli 1936 Bezug auf ein Gespräch mit Lord Stanley über die Lage der Kriegsgräber auf der Halbinsel Gallipoli, die auf Grund der Art. 124—136 des Lausanner Friedensvertrages vom 24. Juli 1923 einen besonderen Schutz genießen. Er legt den Standpunkt der türkischen Regierung zu dieser Frage durch Wiedergabe seiner Erklärung in der nichtöffentlichen Sitzung der Konferenz vom gleichen Tage dar, die das Verhältnis des neuen Meerengenabkommens zum Lausanner Friedensvertrag im allgemeinen behandelt. Es heißt dort: «L'article 23 du Traité de Lausanne a trouvé son application dans la Convention que nous avons élaborée. D'autre part, il va de soi que la Turquie continuera comme par le passé à être liée par lesdits Traités de Lausanne et fera intégralement honneur à ses engagements, nonobstant les changements à intervenir, par la Convention, dans le régime des Détroits. Par exemple, les mêmes facilités que par le passé en ce qui concerne l'entretien, la surveillance et les visites des cimetières et l'application de l'article 124 seront évidemment maintenues par le Gouvernement turc.»

In seiner Antwort vom 20. Juli 1936 bestätigt Lord Stanley den Empfang dieses Schreibens unter Wiederholung der darin enthaltenen türkischen Erklärung.

- M. Henri Ponsot, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française à Ankara, Grand Officier de la Légion d'Honneur.
- Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:
- Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et toutes les parties de l'Empire britannique qui ne sont pas individuellement Membres de la Société des Nations:
- Le Très Honorable Lord Stanley, P.C., M. C., M.P., Secrétaire parlementaire à Son Amirauté;
- Pour le Commonwealth d'Australie:
- Le Très Honorable Stanley Melbourne Bruce, C.H., M.C., Haut-Commissaire du Commonwealth d'Australie à Londres;
- Sa Majesté le Roi des Hellènes:
- M. Nicolas Politis, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Grèce à Paris, ancien Ministre des Affaires étrangères;
- M. Raoul Bibica Rosetti, Délégué permanent de la Grèce auprès de la Société des Nations;
- Sa Majesté l'Empereur du Japon:
- M. Naotake Sato, Jusammi, Grand-Cordon de l'Ordre du Soleil-Levant, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris;
- M. Masa-aki Hotta, Jushii, Deuxième Classe de l'Ordre du Soleil-Levant, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne;
- Sa Majesté le Roi de Roumanie:
- M. Nicolas Titulesco, Ministre Secrétaire d'État au Département des Affaires étrangères;
- M. Constantin Contzesco, Ministre plénipotentiaire, Délégué de la Roumanie aux Commissions européenne et internationale du Danube;
- M. Vespasien Pella, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à La Haye;
- Le Président de la République turque:
- M. le Docteur Rüstü Aras, Ministre des Affaires étrangères, Député d'Izmir;
- M. Suad Davas, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République turque à Paris;
- M. Numan Menemencioğlu, Ambassadeur de Turquie, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères;
- M. Asim Gündüz, Général de Corps d'Armée, Sous-Chef de l'État-Major général;
- M. Necmeddin Sadak, Délégué permanent de Turquie auprès de la Société des Nations, Député de Sivas, Rapporteur à la Commission des Affaires étrangères;
- Le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes:
- M. Maxime Litvinoff, Membre du Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères;
- Sa Majesté le Roi de Yougoslavie:
- M. Ivan Soubbotitch, Délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations.
- Lesquels, après avoir exhibé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1^{er}. — Les Hautes Parties contractantes reconnaissent et affirment le principe de la liberté de passage et de navigation par mer dans les Détroits.

L'usage de ladite liberté est dorénavant réglé par les dispositions de la présente Convention.

Section I. — *Navires de Commerce.*

Article 2. — En temps de paix, les navires de commerce jouiront de la complète liberté de passage et de navigation dans les Détroits, de jour et de nuit, quels que soient le pavillon et le chargement, sans aucune formalité, sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après. Aucune taxe ou charge autres que celles dont la perception est prévue par l'annexe 1 à la présente Convention ne sera prélevée par les autorités turques sur ces navires lorsqu'ils passeront en transit sans faire escale dans un port des Détroits.

Afin de faciliter la perception de ces taxes ou charges, les navires de commerce qui franchiront les Détroits feront connaître aux agents du poste visé à l'article 3 leurs nom, nationalité, tonnage, destination et provenance.

Le pilotage et le remorquage restent facultatifs.

Article 3. — Tout navire qui pénètre dans les Détroits, par la Mer Égée ou par la Mer Noire s'arrêtera à un poste sanitaire près de l'entrée des Détroits aux fins du contrôle sanitaire établi par les règlements turcs dans le cadre des prescriptions sanitaires internationales. Ce contrôle, dans le cas de navires possédant une patente nette de santé ou présentant une déclaration de santé attestant qu'ils ne tombent pas sous le coup des dispositions d'alinéa 2 du présent article, s'effectuera de jour et de nuit, avec le plus de rapidité possible, et ces navires ne devront être astreints à aucun arrêt au cours de leur passage dans les Détroits.

Les navires qui ont à bord des cas de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole, ou qui en ont eu moins de sept jours auparavant, ainsi que les navires qui ont quitté un port contaminé depuis moins de cinq fois vingt-quatre heures, s'arrêteront au poste sanitaire indiqué à l'alinéa précédent pour y embarquer les gardes sanitaires que les autorités turques pourraient désigner. Il ne sera à ce titre prélevé aucune taxe ou charge et les gardes devront être débarqués à un poste sanitaire à la sortie des Détroits.

Article 4. — En temps de guerre, la Turquie n'étant pas belligérante, les navires de commerce, quels que soient le pavillon et le chargement, jouiront de la liberté de passage et de navigation dans les Détroits dans les conditions prévues aux articles 2 et 3.

Le pilotage et le remorquage restent facultatifs.

Article 5. — En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, les navires de commerce n'appartenant pas à un pays en guerre avec la Turquie jouiront de la liberté de passage et de navigation dans les Détroits à condition de n'assister en aucune façon l'ennemi.

Ces navires entreranno de jour dans les Détroits et le passage devra s'effectuer par la route qui sera, dans chaque cas, indiquée par les autorités turques.

Article 6. — Au cas où la Turquie s'estimerait menacée d'un danger de guerre imminent, il continuerait néanmoins à être fait application des dispositions de l'article 2, sauf que les navires devraient entrer de jour dans les Détroits et que le passage devrait s'effectuer par la route indiquée, dans chaque cas, par les autorités turques.

Le pilotage pourrait, dans ce cas, être rendu obligatoire, mais sans rétribution.

Article 7. — Le terme «navires de commerce» s'applique à tous les navires qui ne sont pas visés par la Section II de la présente Convention.

Section II. — *Bâtiments de Guerre.*

Article 8. — Aux fins de la présente Convention, la définition applicable aux bâtiments de guerre et à leurs spécifications, ainsi qu'au calcul des tonnages est celle qui figure dans l'annexe II à la présente Convention ¹⁾.

Article 9. — Les bâtiments auxiliaires de la marine militaire spécifiquement conçus pour le transport des combustibles, liquides ou non, ne seront pas astreints au préavis visé à l'article 13 et n'entreront pas dans le calcul des tonnages soumis à limitation en vertu des articles 14 et 18, à condition de traverser les Détroits isolément. Toutefois ils demeureront assimilés aux bâtiments de guerre en ce qui concerne les autres conditions de passage.

Les bâtiments auxiliaires visés au précédent alinéa ne pourront bénéficier de la dérogation envisagée que si leur armement ne comporte pas: comme artillerie contre objectifs flottants, plus de deux pièces d'un calibre de 105 mm. au maximum; comme artillerie contre objectifs aériens, plus de deux matériels d'un calibre de 75 mm. au maximum.

Article 10. — En temps de paix, les bâtiments légers de surface, les petits navires de combat et les navires auxiliaires, qu'ils appartiennent à des Puissances riveraines ou non de la Mer Noire, quel que soit leur pavillon, jouiront de la liberté de passage dans les Détroits sans aucune taxe ou charge quelconque, pourvu qu'ils y pénètrent de jour et dans les conditions prévues aux articles 13 et suivants ci-après.

Les bâtiments de guerre autres que ceux qui entrent dans les classes visées à l'alinéa précédent n'auront le droit de passage que dans les conditions spéciales prévues aux articles 11 et 12.

Article 11. — Les Puissances riveraines de la Mer Noire sont autorisées à faire passer par les Détroits leurs bâtiments de ligne d'un tonnage supérieur au tonnage prévu à l'alinéa premier de l'article 14, à la condition que ces bâtiments ne franchissent les Détroits qu'un à un, escortés au plus de deux torpilleurs.

Article 12. — Les Puissances riveraines de la Mer Noire auront le droit de faire passer par les Détroits, en vue de rallier leur base, leurs sous-marins construits ou achetés en dehors de cette mer, si un avis de mise en chantier ou d'achat a été donné en temps utile à la Turquie.

Les sous-marins appartenant auxdites Puissances pourront également traverser les Détroits pour être réparés dans des chantiers situés hors de cette mer à la condition que des précisions à ce sujet soient données à la Turquie.

Dans l'un et l'autre cas, les sous-marins devront naviguer de jour et en surface et traverser les Détroits isolément.

Article 13. — Pour le passage dans les Détroits des bâtiments de guerre, un préavis devra être donné au Gouvernement turc par la voie diplomatique. La durée normale du préavis sera de huit jours; mais il est désirable que, pour les Puissances non riveraines de la Mer Noire, elle soit portée à quinze jours. Il sera indiqué dans le préavis la destination, le nom, le type et le nombre des

¹⁾ S. unten S. 11.

bâtiments, ainsi que la date de passage pour l'aller et, s'il y a lieu, pour le retour. Tout changement de date devra faire l'objet d'un préavis de trois jours.

L'entrée dans les Détroits pour le passage d'aller devra avoir lieu dans un délai de cinq jours à partir de la date indiquée dans le préavis initial. Après l'expiration de ce délai, il devra être donné un nouveau préavis, dans les mêmes conditions que pour le préavis initial.

Lors du passage, le commandant de la force navale communiquera, sans avoir à s'arrêter, à une station de signaux à l'entrée des Dardanelles ou du Bosphore, la composition exacte de la force se trouvant sous ses ordres.

Article 14. — Le tonnage global maximum de toutes les forces navales étrangères pouvant se trouver en cours de transit dans les Détroits ne devra pas dépasser 15,000 tonnes, sauf dans les cas prévus à l'article 11 et à l'annexe III à la présente Convention.

Toutefois les forces visées à l'alinéa précédent ne devront pas comprendre plus de neuf bâtiments.

Ne seront pas compris dans ce tonnage les bâtiments appartenant à des Puissances riveraines ou non riveraines de la Mer Noire qui, conformément aux dispositions de l'article 17, rendent visite à un port des Détroits.

Ne seront pas davantage compris dans ce tonnage les bâtiments de guerre qui auraient subi une avarie lors de la traversée; ces bâtiments se soumettront, pendant les réparations, aux dispositions spéciales de sécurité édictées par la Turquie.

Article 15. — Les bâtiments de guerre en transit dans les Détroits ne pourront, en aucun cas, utiliser les aéronefs dont ils seraient porteurs.

Article 16. — Les bâtiments de guerre en transit dans les Détroits ne devront, sauf en cas d'avarie ou de fortune de mer, y séjourner au delà du temps nécessaire pour effectuer leur passage.

Article 17. — Les dispositions des articles précédents ne sauraient en aucune manière empêcher une force navale d'un tonnage et d'une composition quelconques de rendre, dans un port des Détroits, sur l'invitation du Gouvernement turc, une visite de courtoisie d'une durée limitée. Cette force devra quitter les Détroits par la même route que pour l'entrée, à moins qu'elle ne soit dans les conditions voulues pour passer en transit dans les Détroits, conformément aux dispositions des articles 10, 14 et 18.

Article 18. — 1. Le tonnage global que les Puissances non riveraines de la Mer Noire peuvent avoir dans cette mer en temps de paix est limité de la façon suivante:

(a) Sauf dans le cas prévu au paragraphe (b) ci-après, le tonnage global desdites Puissances n'excédera pas 30,000 tonnes;

(b) Au cas où, à un moment quelconque, le tonnage de la flotte la plus forte de la Mer Noire viendrait à dépasser d'au moins 10,000 tonnes celui de la flotte la plus forte en cette mer à la date de la signature de la présente Convention, le tonnage global de 30,000 tonnes mentionné au paragraphe (a) sera majoré d'autant, jusqu'à concurrence d'un maximum de 45,000 tonnes. A cette fin, chaque Puissance riveraine fera connaître, conformément à l'annexe IV à la présente Convention, au Gouvernement turc, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année; le tonnage total de sa flotte en Mer Noire, et le Gouvernement turc transmettra cette information aux autres Hautes Parties contractantes ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations;

(c) Le tonnage que l'une quelconque des Puissances non riveraines aura

la faculté d'avoir en Mer Noire sera limité aux deux tiers du tonnage global visé aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus;

(d) Toutefois au cas où plusieurs Puissances non riveraines de la Mer Noire désireraient y envoyer, dans un but humanitaire, des forces navales, ces forces, dont l'ensemble ne devra, en aucune hypothèse, excéder 8,000 tonnes, seront admises à pénétrer dans la Mer Noire, sans le préavis prévu à l'article 13 de la présente Convention, moyennant une autorisation obtenue du Gouvernement turc dans les conditions suivantes: si le tonnage global visé aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus n'est pas atteint et ne doit pas être dépassé par les forces dont l'envoi est demandé, le Gouvernement turc accordera ladite autorisation dans le plus bref délai après la réception de la demande dont il aura été saisi; si ledit tonnage global se trouve être déjà utilisé ou s'il devait être dépassé par les forces dont l'envoi est demandé, le Gouvernement turc donnera immédiatement connaissance de la demande d'autorisation aux autres Puissances riveraines de la Mer Noire et si ces Puissances, vingt-quatre heures après en avoir été informées, n'y font pas d'objection, il fera savoir aux Puissances intéressées, au plus tard dans un délai utile de quarante-huit heures, la suite qu'il aura décidée de donner à leur demande.

Toute entrée ultérieure en Mer Noire de forces navales des Puissances non riveraines ne s'effectuera que dans les limites disponibles du tonnage global visé aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus.

2. Quel que soit l'objet de leur présence en Mer Noire, les bâtiments de guerre des Puissances non riveraines ne pourront pas y rester plus de vingt et un jours.

Article 19. — En temps de guerre, la Turquie n'étant pas belligérante, les bâtiments de guerre jouiront d'une complète liberté de passage et de navigation dans les Détroits dans des conditions identiques à celles qui sont stipulées aux articles 10 à 18.

Toutefois il sera interdit aux bâtiments de guerre de toute Puissance belligérante de passer à travers les Détroits, sauf dans les cas rentrant dans l'application de l'article 25 de la présente Convention, ainsi que dans le cas d'assistance prêtée à un État victime d'une agression en vertu d'un traité d'assistance mutuelle engageant la Turquie, conclu dans le cadre du Pacte de la Société des Nations, enregistré et publié conformément aux dispositions de l'article 18 dudit Pacte.

Dans les cas exceptionnels visés à l'alinéa précédent, ne seront pas applicables les limitations indiquées dans les articles 10 à 18.

Malgré l'interdiction de passage édictée dans l'alinéa 2 ci-dessus, les bâtiments de guerre des Puissances belligérantes riveraines ou non de la Mer Noire, séparés de leurs ports d'attache, sont autorisés à rallier ces ports.

Il est interdit aux bâtiments de guerre belligérants de procéder à toute capture, d'exercer le droit de visite et de se livrer à un acte hostile quelconque dans les Détroits.

Article 20. — En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, les dispositions des articles 10 à 18 ne seront pas applicables; le passage des bâtiments de guerre sera entièrement laissé à la discrétion du Gouvernement turc.

Article 21. — Au cas où la Turquie s'estimerait menacée d'un danger de guerre imminent, elle aurait le droit d'appliquer les dispositions de l'article 20 de la présente Convention.

Les bâtiments de guerre qui, après avoir passé par les Détroits antérieurement à l'usage par la Turquie de la faculté que lui confère l'alinéa précédent,

se trouveraient ainsi séparés de leurs ports d'attache, pourront rallier ces ports. Il est cependant entendu que la Turquie pourra ne pas faire bénéficier de ce droit les bâtiments de l'État dont l'attitude aurait motivé l'application du présent article.

Si le Gouvernement turc fait usage de la faculté que lui confère l'alinéa premier ci-dessus, il adressera une notification à cet effet aux Hautes Parties contractantes ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations.

Si le Conseil de la Société des Nations, par une majorité des deux tiers, décide que les mesures ainsi prises par la Turquie ne sont pas justifiées et si tel est également l'avis de la majorité des Hautes Parties contractantes signataires de la présente Convention, le Gouvernement turc s'engage à rapporter les mesures en question ainsi que celles qui auraient été prises en vertu de l'article 6 de la présente Convention.

Article 22. — Les bâtiments de guerre qui ont à bord des cas de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole, ou qui en ont eu moins de sept jours auparavant, ainsi que les bâtiments qui ont quitté un port contaminé depuis moins de cinq fois vingt-quatre heures devront passer les Détroits en quarantaine et appliquer par les moyens du bord les mesures prophylactiques nécessaires pour éviter toute possibilité de contamination des Détroits.

Section III. — *Aéronefs.*

Article 23. — En vue d'assurer le passage des aéronefs civils entre la Méditerranée et la Mer Noire, le Gouvernement turc indiquera, en dehors des zones interdites des Détroits, les routes aériennes destinées à ce passage; les aéronefs civils pourront utiliser ces routes en donnant au Gouvernement turc, pour les survols occasionnels, un préavis de trois jours et, pour les survols de services réguliers, un préavis général des dates de passage.

D'autre part, nonobstant la remilitarisation des Détroits, le Gouvernement turc fournira les facilités nécessaires pour le passage en toute sécurité des aéronefs civils autorisés d'après la réglementation aérienne en vigueur en Turquie à survoler le territoire turc entre l'Europe et l'Asie. Pour les cas où une autorisation de survol aurait été accordée, la route à suivre dans la zone des Détroits sera périodiquement indiquée.

Section IV. — *Dispositions générales.*

Article 24. — Les attributions de la Commission internationale constituée en vertu de la Convention concernant le régime des Détroits en date du 24 juillet 1923 sont transférées au Gouvernement turc.

Le Gouvernement turc s'engage à réunir les statistiques et à fournir les renseignements relatifs à l'application des articles II, 12, 14 et 18.

Il doit veiller à l'exécution de toute disposition de la présente Convention ayant trait au passage des bâtiments de guerre dans les Détroits.

Dès qu'il aura été avisé du prochain passage dans les Détroits d'une force navale étrangère, le Gouvernement turc fera connaître aux représentants à Ankara des Hautes Parties contractantes la composition de cette force, son tonnage, la date prévue pour son entrée dans les Détroits et, s'il y a lieu, la date probable de son retour.

Le Gouvernement turc adressera au Secrétaire général de la Société des Nations ainsi qu'aux Hautes Parties contractantes un rapport annuel indi-

quant les mouvements des bâtiments de guerre étrangers dans les Détroits et fournissant tous renseignements utiles pour le commerce et la navigation maritime et aérienne envisagée dans la présente Convention.

Article 25. — Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux droits et obligations découlant du Pacte de la Société des Nations pour la Turquie ou pour toute autre Haute Partie contractante, Membre de la Société des Nations.

Section V. — *Dispositions finales.*

Article 26. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus court délai possible.

Les ratifications seront déposées aux archives du Gouvernement de la République française à Paris.

Le Gouvernement japonais aura la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement de la République française, par son représentant diplomatique à Paris, que la ratification a été donnée et, dans ce cas, il devra transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Un procès-verbal de dépôt sera dressé dès que six instruments de ratification, y compris celui de la Turquie, auront été déposés. A cette fin, la notification prévue à l'alinéa précédent équivaudra au dépôt de l'instrument de ratification.

La présente Convention entrera en vigueur à la date de ce procès-verbal.

Le Gouvernement français remettra à toutes les Hautes Parties contractantes une copie authentique du procès-verbal visé à l'alinéa précédent et des procès-verbaux de dépôt des ratifications ultérieures.

Article 27. — A partir de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance signataire du Traité de Paix de Lausanne du 24 juillet 1923.

Toute adhésion sera signifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française et, par celui-ci, à toutes les Hautes Parties contractantes.

Elle portera effet à dater du jour de la signification au Gouvernement français.

Article 28. — La présente Convention aura une durée de vingt ans à dater de son entrée en vigueur.

Toutefois le principe de la liberté de passage et de navigation affirmé à l'article 1er de la présente Convention aura une durée illimitée.

Si, deux ans avant l'expiration de ladite période de vingt ans, aucune Haute Partie contractante n'a donné un préavis de dénonciation au Gouvernement français, la présente Convention demeurera en vigueur jusqu'à ce que deux années se soient écoulées après l'envoi d'un préavis de dénonciation. Ce préavis sera notifié par le Gouvernement français aux Hautes Parties contractantes.

Si la présente Convention venait à être dénoncée conformément aux dispositions du présent article, les Hautes Parties contractantes conviennent de se faire représenter à une conférence en vue d'arrêter les termes d'une nouvelle convention.

Article 29. — A l'expiration de chaque période quinquennale à compter de la mise en vigueur de la présente Convention, chacune des Hautes Parties contractantes pourra prendre l'initiative de proposer des amendements à une ou plusieurs dispositions de la présente Convention.

Pour être recevable, la demande de revision formulée par une des Hautes Parties contractantes doit être appuyée, s'il s'agit de modifications à l'article 14 ou à l'article 18, par une autre Haute Partie contractante et, s'il s'agit de modifications à tout autre article, par deux autres Hautes Parties contractantes.

La demande de revision ainsi appuyée devra être notifiée à toutes les Hautes Parties contractantes trois mois avant l'expiration de la période quinquennale en cours. Ce préavis contiendra l'indication et les motifs des amendements proposés.

S'il est impossible d'aboutir sur ces propositions par la voie diplomatique, les Hautes Parties contractantes se feront représenter à une conférence convoquée à cet effet.

Cette conférence ne pourra statuer qu'à l'unanimité, à l'exception des cas de revision relatifs à l'article 14 et à l'article 18, pour lesquels il suffira d'une majorité des trois quarts des Hautes Parties contractantes.

Cette majorité sera calculée en y comprenant les trois quarts des Hautes Parties contractantes riveraines de la Mer Noire, y compris la Turquie.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Montreux, le vingt juillet mil neuf cent trente-six, en onze exemplaires, dont le premier, revêtu des sceaux des Plénipotentiaires, sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les autres ont été remis aux Puissances signataires.

(L.S.) N. P. NICOLAEV.
 (L.S.) PIERRE NEĀCOV.
 (L.S.) J. PAUL-BONCOUR.
 (L.S.) H. PONSOT.
 (L.S.) STANLEY.
 (L.S.) S. M. BRUCE.
 (L.S.) N. POLITIS.
 (L.S.) RAOUL BIBICA ROSETTI.

Les soussignés, Plénipotentiaires du Japon, déclarent, au nom de leur Gouvernement, que les dispositions de la présente Convention ne modifient en rien la position du Japon comme État non membre de la Société des Nations, tant à l'égard du Pacte de la Société des Nations qu'à l'égard des traités d'assistance mutuelle conclus dans le cadre dudit Pacte, et que le Japon conserve notamment, pour ce qui concerne ce Pacte et ces traités dans les dispositions des articles 19 et 25, une pleine liberté d'appréciation.

(L.S.) N. SATO.
 (L.S.) MASSA-AKI HOTTA.

(L.S.) N. TITULESCO.
 (L.S.) CONS. CONTZESCO.
 (L.S.) V. V. PELLA.
 (L.S.) DR. R. ARAS.
 (L.S.) SUAD DAVAZ.
 (L.S.) N. MENEMENCIOGLU.
 (L.S.) ASIM GÜNDÜZ.
 (L.S.) N. SADAK.
 (L.S.) MAXIME LITVINOFF.
 (L.S.) DR. I. V. SOUBBOTITCH.

Annexe I.

1. Les taxes et charges qui peuvent être prélevées conformément à l'article 2 de la présente Convention seront celles qui sont indiquées dans le tableau ci-après. Les réductions éventuelles de ces taxes et charges que le Gouvernement turc admettrait seront appliquées sans distinction de pavillon.

<i>Nature du service rendu.</i>	<i>Montant de la taxe ou de la charge à percevoir sur chaque tonne de jauge nette (net register tonnage). Francs or ¹).</i>
(a) Contrôle sanitaire	0.075
(b) Phares, bouées lumineuses et bouées de chenaux ou autres:	
Jusqu'à 800 tonnes	0.42
Au-dessus de 800 tonnes	0.21
(c) Service de sauvetage, y compris les canots de sauvetage, les postes de fusées porte-amarres, les sirènes de brume, les radiophares, ainsi que les bouées lumineuses non comprises sous (b) ou autres installations du même genre	0.10

2. Les taxes et charges définies au tableau annexé au paragraphe premier de la présente annexe s'appliqueront à une double traversée des Détroits (c'est-à-dire à un passage de la Mer Égée à la Mer Noire et au voyage de retour vers la Mer Égée ou bien à une traversée des Détroits de la Mer Noire à la Mer Égée suivie du retour en Mer Noire); toutefois, si un navire de commerce franchit à nouveau les Détroits en vue de retourner en Mer Égée ou en Mer Noire, selon le cas, plus de six mois après la date d'entrée dans les Détroits pour le voyage d'aller, le navire pourra être appelé, sans distinction de pavillon, à acquitter une seconde fois ces taxes et charges.

3. Si, à la traversée d'aller, un navire de commerce déclare ne pas devoir revenir, il n'aura à acquitter, quant aux taxes et charges visées aux alinéas (b) et (c) du paragraphe 1^{er} de la présente annexe, que la moitié du tarif.

4. Les taxes et charges définies au tableau annexé au paragraphe 1^{er} de la présente annexe et qui ne seront pas plus élevées qu'il n'est indispensable pour couvrir les frais occasionnés par les services en question et pour conserver un fonds de réserve ou un fonds de roulement raisonnable ne seront augmentées ou complétées que par application des dispositions de l'article 29 de la présente Convention. Elles seront acquittées en francs or ou en monnaie turque d'après le cours des changes pratiqué à la date du paiement.

5. Les navires de commerce pourront être tenus d'acquitter des taxes et des charges pour les services facultatifs tels que le pilotage et le remorquage lorsqu'un tel service aura été dûment rendu par les autorités turques à la demande de l'agent ou du capitaine du navire en question. Le Gouvernement turc publiera, de temps à autre, le tarif des taxes et charges qui seront perçues au titre de ces services facultatifs.

6. Ces tarifs ne seront pas augmentés dans les cas où lesdits services seront rendus obligatoires par l'application de l'article 5.

¹) Actuellement 100 piastres équivalent à environ 2 francs 50 centimes or.

Annexe II. ¹⁾A. *Déplacement type.*

1. Le déplacement type d'un bâtiment de surface est le déplacement du bâtiment achevé, avec son équipage complet, ses machines et chaudières, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres, eau douce pour l'équipage, approvisionnements divers, outillages et rechanges de toute nature qu'il doit emporter en temps de guerre, mais sans combustible et sans eau de réserve pour l'alimentation des machines et chaudières.

2. Le déplacement type d'un sous-marin est le déplacement en surface du bâtiment achevé (non compris l'eau des compartiments non étanches), avec son équipage complet, son appareil moteur, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres pour l'équipage, outillages divers et rechanges de toute nature qu'il doit emporter en temps de guerre, mais sans combustible, huile lubrifiante, eau douce ou eau de ballast de toute sorte.

3. Le mot «tonne», sauf dans l'expression «tonnes métriques», désigne une tonne de 1,016 kilogrammes (2,240 lbs.).

B. *Classes.*

1. Les *bâtiments de ligne* sont des bâtiments de guerre de surface appartenant à l'une des deux sous-classes suivantes:

- (a) bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments porte-aéronefs, les bâtiments auxiliaires ou les bâtiments de ligne de la sous-classe (b), dont le déplacement type est supérieur à 10,000 tonnes (10,160 tonnes métriques) ou qui portent un canon d'un calibre supérieur à 203 millimètres (8 pouces);
- (b) bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments porte-aéronefs, dont le déplacement type n'est pas supérieur à 8,000 tonnes (8,128 tonnes métriques) et qui portent un canon d'un calibre supérieur à 203 millimètres (8 pouces).

2. Les *bâtiments porte-aéronefs* sont des bâtiments de guerre de surface qui, quel que soit leur déplacement, sont conçus ou aménagés principalement pour transporter et mettre en action des aéronefs en mer. Si un bâtiment de guerre n'a pas été conçu ou aménagé principalement pour transporter et mettre en action des aéronefs en mer, l'installation sur ce bâtiment d'un pont d'atterrissage ou d'envol n'aura pas pour effet de le faire entrer dans la classe des bâtiments porte-aéronefs.

La classe des bâtiments porte-aéronefs se subdivise en deux sous-classes, à savoir:

- (a) bâtiments pourvus d'un pont tel que les aéronefs puissent y prendre leur vol ou s'y poser;
- (b) bâtiments non pourvus du pont décrit au paragraphe (a) ci-dessus.

3. Les *bâtiments légers de surface* sont des bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments porte-aéronefs, les petits navires de combat ou les bâtiments auxiliaires, dont le déplacement type est supérieur à 100 tonnes (102 tonnes métriques), sans dépasser 10,000 tonnes (10,160 tonnes métriques), et qui ne portent pas de canon d'un calibre supérieur à 203 millimètres (8 pouces).

¹⁾ Les textes de la présente annexe ont été empruntés au Traité naval de Londres du 25 mars 1936.

La classe des bâtiments légers de surface se subdivise en trois sous-classes, à savoir :

- (a) bâtiments portant un canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6.1 pouces) ;
- (b) bâtiments qui ne portent pas de canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6.1 pouces), et dont le déplacement type est supérieur à 3,000 tonnes (3,048 tonnes métriques) ;
- (c) bâtiments qui ne portent pas de canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6.1) pouces), et dont le déplacement type n'est pas supérieur à 3,000 tonnes (3,048 tonnes métriques).

4. Les *sous-marins* sont tous les bâtiments conçus pour naviguer au-dessous de la surface de la mer.

5. Les *petits navires de combat* sont des bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments auxiliaires, dont le déplacement type est supérieur à 100 tonnes (102 tonnes métriques), sans dépasser 2,000 tonnes (2,032 tonnes métriques), et qui n'ont aucune des caractéristiques suivantes :

- (a) être armés d'un canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6.1 pouces) ;
- (b) être conçus ou équipés pour lancer des torpilles ;
- (c) être conçus pour atteindre une vitesse supérieure à vingt nœuds.

6. Les *bâtiments auxiliaires* sont des bâtiments de surface faisant partie de la flotte militaire, dont le déplacement type est supérieur à 100 tonnes (102 tonnes métriques), qui sont normalement utilisés pour le service de la flotte, ou comme transports de troupes, ou pour tout emploi autre que celui de bâtiments combattants, qui ne sont pas spécialement construits pour être des bâtiments combattants, et qui n'ont aucune des caractéristiques suivantes :

- (a) être armés d'un canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6.1 pouces) ;
- (b) être armés de plus de huit canons d'un calibre supérieur à 76 millimètres (3 pouces) ;
- (c) être conçus ou équipés pour lancer des torpilles ;
- (d) être conçus pour être protégés par des plaques de blindage ;
- (e) être conçus pour atteindre une vitesse supérieure à vingt-huit nœuds ;
- (f) être conçus ou aménagés principalement pour mettre en action des aéronefs en mer ;
- (g) être équipés de plus de deux appareils à lancer des aéronefs.

C. Bâtiments hors d'âge.

Les bâtiments des classes et sous-classes suivantes seront considérés comme « hors d'âge » lorsque, depuis leur achèvement, se sera écoulé le nombre d'années indiqué ci-dessous :

(a) pour un bâtiment de ligne	26 ans ;
(b) pour un bâtiment porte-aéronefs	20 ans ;
(c) pour un bâtiment léger de surface des sousclasses (a) et (b) :		
(i) s'il a été mis sur cale avant le 1 ^{er} janvier 1920	16 ans ;
(ii) s'il a été mis sur cale après le 31 décembre 1919	20 ans ;
(d) pour un bâtiment léger de surface de la sousclasse (c)	16 ans ;
(e) pour un sous-marin	13 ans.

Annexe III.

Il est convenu que, parmi les trois navires-écoles hors d'âge ci-dessous désignés de la marine japonaise, deux unités seront admises à visiter les ports des Détroits ensemble.

Le tonnage global de ces deux navires sera, dans ce cas, considéré comme équivalent à 15,000 tonnes.

	<i>Date de la mise en chantier</i>	<i>Date de l'entrée en service</i>	<i>Déplacement type (tonnes)</i>	<i>Armement</i>
<i>Asama</i> ...	20—X—1896	18—III—1899	9,240	IV × 200 mm. XII × 150 mm.
<i>Yakumo</i> ...	1—IX—1898	20—VI—1900	9,010	IV × 200 mm. XII × 150 mm.
<i>Iwate</i> ...	11—XI—1898	18—III—1901	9,180	IV × 200 mm. XIV × 150 mm.

Annexe IV.

1. Les classes et sous-classes de bâtiments à comprendre dans le calcul du tonnage total des flottes des Puissances riveraines de la Mer Noire, visé à l'article 18 de la présente Convention, sont les suivantes:

Bâtiments de ligne:

sous-classe (a).

sous-classe (b).

Bâtiments porte-aéronefs:

sous-classe (a).

sous-classe (b).

Bâtiments légers de surface:

sous-classe (a).

sous-classe (b).

sous-classe (c).

Sous-marins

suivant les définitions de l'annexe II à la présente Convention.

Le déplacement dont il doit être tenu compte dans le calcul du tonnage total est le déplacement type, tel qu'il est défini à l'annexe II. Ne seront pris en considération que les bâtiments qui ne sont pas «hors d'âge,» tels qu'ils sont définis à ladite annexe.

2. La communication prévue à l'article 18, alinéa (b), doit comprendre en outre le tonnage total des bâtiments des classes et sous-classes mentionnées au paragraphe premier de la présente annexe.

Protocole.

Au moment de signer la Convention portant la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, engageant leurs gouvernements respectifs, déclarent accepter les dispositions ci-après:

1. La Turquie pourra remilitariser immédiatement la zone des Détroits telle qu'elle est définie dans le préambule de ladite Convention.

2. A partir du 15 août 1936, le Gouvernement turc appliquera provisoirement le régime spécifié dans ladite Convention.

3. Le présent Protocole prendra effet à dater de ce jour.

Fait à Montreux, le vingt juillet mil neuf cent trente-six.

(L.S.) N. P. NICOLAEV.

(L.S.) PIERRE NEÏCOV.

(L.S.) J. PAUL-BONCOUR.

(L.S.) H. PONSOT.
 (L.S.) STANLEY.
 (L.S.) S. M. BRUCE.
 (L.S.) N. POLITIS.
 (L.S.) RAOUL BIBICA ROSETTI.
 (L.S.) MASSA-AKI HOTTA.
 (*ad referendum*)
 (L.S.) N. SATO.
 (*ad referendum*)
 (L.S.) N. TITULESCO.
 (L.S.) CONS. CONTZESCO.
 (L.S.) V. V. PELLA.
 (L.S.) DR. R. ARAS.
 (L.S.) SUAD DAVAZ.
 (L.S.) N. MENEMENCIOGLU.
 (L.S.) ASIM GÜNDÜZ.
 (L.S.) N. SADAK.
 (L.S.) MAXIME LITVINOFF.
 (L.S.) DR. I. V. SOUBBOTITCH.

2. Die Vereinbarungen zwischen Großbritannien und Ägypten vom 26. August 1936¹⁾

a) *Treaty of Alliance between His Majesty, in respect of the United Kingdom, and His Majesty the King of Egypt.*

His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of Egypt; Being anxious to consolidate the friendship and the relations of good understanding between them and to co-operate in the execution of their international obligations in preserving the peace of the world;

And considering that these objects will best be achieved by the conclusion of a treaty of friendship and alliance, which in their common interest

¹⁾ Cmd. 5270, Egypt No. 1 (1936). Dieses enthält außer den hier abgedruckten Dokumenten noch eine »Convention concerning the Immunities and Privileges to be enjoyed by the British Forces in Egypt« vom 26. August 1936 (vgl. oben S. 748) und aus den Vorverhandlungen einen Notenwechsel vom 12. August 1936 zwischen dem Hohen Kommissar Sir Miles W. Lampson und dem Präsidenten des ägyptischen Ministerrats Moustapha El-Nahas Pacha sowie das nachstehende Sitzungsprotokoll vom 10. 8. 1936 über eine Erklärung von Moustapha El-Nahas Pacha:

Minute of a Meeting held at the Antoniadès Palace, Alexandria, on August 10, 1936.

Oral Declaration.

At a meeting at the Antoniadès Palace on the morning of the 10th August, at which the provisions of the draft treaty relating to the Capitulations and other non-military clauses were under discussion, the following oral declaration was made: —

His Excellency Nahas Pasha, on behalf of the Egyptian Delegation, stated that the absence in the treaty documents of any mention of the Judicial and Financial Advisers meant that the Egyptian Government were free from any restriction of an international character with regard to the retention or non-retention of these officials.

His Excellency the High Commissioner expressed his agreement with the declaration of Nahas Pasha.

will provide for effective co-operation in preserving peace and ensuring the defence of their respective territories, and shall govern their mutual relations in the future;

Have agreed to conclude a treaty for this purpose, and have appointed as their plenipotentiaries: —

His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India (hereinafter referred to as His Majesty The King and Emperor):

For Great Britain and Northern Ireland:

The Rt. Hon. Anthony Eden, M. C., M. P., His Principal Secretary of State for Foreign Affairs. The Rt. Hon. James Ramsay MacDonald, M. P., Lord President of the Council. The Rt. Hon. Sir John Simon, G. C. S. I., K. C. V. O., O. B. E., K. C., M. P., His Principal Secretary of State for the Home Department. The Rt. Hon. Viscount Halifax, K. G., G. C. S. I., G. C. I. E., Lord Privy Seal. Sir Miles Wedderburn Lampson, K. C. M. G., C. B., M. V. O., His High Commissioner for Egypt and the Sudan.

His Majesty the King of Egypt:

Moustapha El Nahas Pacha, President of the Council of Ministers. Dr. Ahmed Maher, President of the Chamber of Deputies. Mohamed Mahmoud Pacha, former President of the Council of Ministers. Ismail Sedky Pacha, former President of the Council of Ministers. Abdel Fattah Yéhia Pacha, former President of the Council of Ministers. Wacyf Boutros Chali Pacha, Minister of Foreign Affairs. Osman Moharram Pacha, Minister of Public Works. Makram Ebeid Pacha, Minister of Finance. Mahmoud Fahmy El-Nokrachi Pacha, Minister of Communications. Ahmed Hamdi Seif El Nasr Pacha, Minister of Agriculture. Aly El Chamsi Pacha, former Minister. Mohamed Helmi Issa Pacha, former Minister. Hafez Afifi Pacha, former Minister.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows: —

Article 1. — The military occupation of Egypt by the forces of His Majesty The King and Emperor is terminated.

Article 2. — His Majesty The King and Emperor will henceforth be represented at the Court of His Majesty the King of Egypt and His Majesty the King of Egypt will be represented at the Court of St. James's by Ambassadors duly accredited.

Article 3. — Egypt intends to apply for membership to the League of Nations. His Majesty's Government in the United Kingdom, recognising Egypt as a sovereign independent State, will support any request for admission which the Egyptian Government may present in the conditions prescribed by Article 1 of the Covenant.

Article 4. — An alliance is established between the High Contracting Parties with a view to consolidating their friendship, their cordial understanding and their good relations.

Article 5. — Each of the High Contracting Parties undertakes not to adopt in relation to foreign countries an attitude which is inconsistent with the alliance, nor to conclude political treaties inconsistent with the provisions of the present treaty.

Article 6. — Should any dispute with a third State produce a situation

which involves a risk of a rupture with that State, the High Contracting Parties will consult each other with a view to the settlement of the said dispute by peaceful means, in accordance with the provisions of the Covenant of the League of Nations and of any other international obligations which may be applicable to the case.

Article 7. — Should, notwithstanding the provisions of Article 6 above, either of the High Contracting Parties become engaged in war, the other High Contracting Party will, subject always to the provisions of Article 10 below, immediately come to his aid in the capacity of an ally.

The aid of His Majesty the King of Egypt in the event of war, imminent menace of war or apprehended international emergency will consist in furnishing to His Majesty The King and Emperor on Egyptian territory, in accordance with the Egyptian system of administration and legislation, all the facilities and assistance in his power, including the use of his ports, aerodromes and means of communication. It will accordingly be for the Egyptian Government to take all the administrative and legislative measures, including the establishment of martial law and an effective censorship, necessary to render these facilities and assistance effective.

Article 8. — In view of the fact that the Suez Canal, whilst being an integral part of Egypt, is a universal means of communication as also an essential means of communication between the different parts of the British Empire, His Majesty the King of Egypt, until such time as the High Contracting Parties agree that the Egyptian Army is in a position to ensure by its own resources the liberty and entire security of navigation of the Canal, authorises His Majesty The King and Emperor to station forces in Egyptian territory in the vicinity of the Canal, in the zone specified in the Annex to this Article, with a view to ensuring in co-operation with the Egyptian forces the defence of the Canal. The detailed arrangements for the carrying into effect of this Article are contained in the Annex hereto. The presence of these forces shall not constitute in any manner an occupation and will in no way prejudice the sovereign rights of Egypt.

It is understood that at the end of the period of twenty years specified in Article 16 the question whether the presence of British forces is no longer necessary owing to the fact that the Egyptian Army is in a position to ensure by its own resources the liberty and entire security of navigation of the Canal may, if the High Contracting Parties do not agree thereon, be submitted to the Council of the League of Nations for decision in accordance with the provisions of the Covenant in force at the time of signature of the present treaty or to such other person or body of persons for decision in accordance with such other procedure as the High Contracting Parties may agree.

Annex to Article 8.

1. Without prejudice to the provisions of Article 7, the numbers of the forces of His Majesty The King and Emperor to be maintained in the vicinity of the Canal shall not exceed, of the land forces, 10,000, and of the air forces, 400 pilots, together with the necessary ancillary personnel for administrative and technical duties. These numbers do not include civilian personnel, *e.g.*, clerks, artisans and labourers.

2. The British forces to be maintained in the vicinity of the Canal will be distributed (a) as regards the land forces, in Moascar and the Geneifa area on the south-west side of the Great Bitter Lake, and (b) as regards the air forces, within 5 miles of the Port Said—Suez railway from Kantara in the north, to the junction of the railway Suez—

Cairo und Suez—Ismailia in the south, together with an extension along the Ismailia—Cairo railway to include the Royal Air Force Station at Abu Sueir and its satellite landing grounds; together with areas suitable for air firing and bombing ranges, which may have to be placed east of the Canal.

3. In the localities specified above there shall be provided for the British land and air forces of the numbers specified in paragraph 1 above, including 4,000 civilian personnel (but less 2,000 of the land forces, 700 of the air forces and 450 civilian personnel for whom accommodation already exists), the necessary lands and durable barrack and technical accommodation, including an emergency water supply. The lands, accommodation and water supply shall be suitable according to modern standards. In addition, amenities such as are reasonable, having regard to the character of these localities, will be provided by the planting of trees and the provision of gardens, playing fields, &c., for the troops, and a site for the erection of a convalescent camp on the Mediterranean coast.

4. The Egyptian Government will make available the lands and construct the accommodation, water supplies, amenities and convalescent camp, referred to in the preceding paragraph as being necessary over and above the accommodation already existing in these localities, at its own expense, but His Majesty's Government in the United Kingdom will contribute (1) the actual sum spent by the Egyptian Government before 1914 on the construction of new barracks as alternative accommodation to the Kasr-el-Nil Barracks in Cairo, and (2) the cost of one-fourth of the barrack and technical accommodation for the land forces. The first of these sums shall be paid at the time specified in paragraph 8 below for the withdrawal of the British forces from Cairo and the second at the time for the withdrawal of the British forces from Alexandria under paragraph 18 below. The Egyptian Government may charge a fair rental for the residential accommodation provided for the civilian personnel. The amount of the rent will be agreed between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government.

5. The two Governments will each appoint, immediately the present treaty comes into force, two or more persons who shall together form a committee to whom all questions relating to the execution of these works from the time of their commencement to the time of their completion shall be entrusted. Proposals for, or outlines of, plans and specifications put forward by the representatives of His Majesty's Government in the United Kingdom will be accepted, provided they are reasonable and do not fall outside the scope of the obligations of the Egyptian Government under paragraph 4. The plans and specifications of each of the works to be undertaken by the Egyptian Government shall be approved by the representatives of both Governments on this committee before the work is begun. Any member of this committee, as well as the Commanders of the British forces or their representatives, shall have the right to examine the works at all stages of their construction, and the United Kingdom members of the committee may make suggestions as regards the manner in which the work is carried out. The United Kingdom members shall also have the right to make at any time, while the work is in progress, proposals for modifications or alterations in the plans and specifications. Effect shall be given to suggestions and proposals by the United Kingdom members, subject to the condition that they are reasonable and do not fall outside the scope of the obligations of the Egyptian Government under paragraph 4. In the case of machinery and other stores, where standardization of type is important, it is agreed that stores of the standard type in general use by the British forces will be obtained and installed. It is, of course, understood that His Majesty's Government in the United Kingdom may, when the barracks and accommodation are being used by the British forces, make at their own expense improvements or alterations thereto and construct new buildings in the areas specified in paragraph 2 above.

6. In pursuance of their programme for the development of road and railway communications in Egypt, and in order to bring the means of communications in Egypt up to modern strategic requirements, the Egyptian Government will construct and maintain the following roads, bridges and railways: —

(A)—*Roads.*

- (i) Ismailia—Alexandria, via Tel-el-Kebir, Zagazig, Zifta, Tanta, Kafr-el-Zayat, Damanhour.
- (ii) Ismailia—Cairo, via Tel-el-Kebir and thence continuing along the Sweet Water Canal to Heliopolis.
- (iii) Port Said—Ismailia—Suez.
- (iv) A link between the south end of the Great Bitter Lake and the Cairo—Suez road about 15 miles west of Suez.

In order to bring them up to the general standard of good-class roads for general traffic, these roads will be 20 feet wide, have bye-passes round villages, &c., and be made of such material as to be permanently utilisable for military purposes, and will be constructed in the above order of importance. They will comply with the technical specifications set out below which are the ordinary specifications for a good-class road for general traffic.

Bridges and roads shall be capable of carrying a double line of continuous columns of either heavy four-wheeled mechanical transport, six-wheeled mechanical transport or medium tanks. With regard to four-wheeled vehicles, the distance between the front axle of one vehicle and the rear axle of the vehicle next ahead shall be calculated at 20 feet, the load on each rear axle to be 14 tons, on each front axle to be 6 tons and the distance between axles 18 feet. With regard to six-wheeled vehicles, the distance between the front axle of one vehicle and the rear axle of that next ahead shall be calculated to be 20 feet, between rear axle and middle axle to be 4 feet and between middle axle and front axle 13 feet; the load on each rear and middle axle to be 8.1 tons and on each front axle to be 4 tons. Tanks shall be calculated for as weighing 19.25 tons, to be 25 feet over all in length and to have a distance of 3 feet between the front of one tank and the rear of the next ahead; the load of 19.25 tons to be carried by tracks which have a bearing of 13 feet upon the road or bridge.

(B)—*Railways.*

(i) Railway facilities in the Canal Zone will be increased and improved to meet the needs of the increased garrison in the zone and to provide facilities for rapid entrainment of personnel, guns, vehicles and stores according to the requirements of a modern army. His Majesty's Government in the United Kingdom are hereby authorised to make at their own expense such subsequent additions and modifications to these railway facilities as the future requirements of the British forces may demand. Where such additions or modifications affect railway lines used for general traffic, the permission of the Egyptian Government must be obtained.

- (ii) The line between Zagazig and Tanta will be doubled.
- (iii) The Alexandria—Mersa Matruh line will be improved and made permanent.

7. In addition to the roads specified in paragraph 6 (A) above, and for the same purposes, the Egyptian Government will construct and maintain the following roads: —

- (i) Cairo south along the Nile to Kena and Kus;
- (ii) Kus to Kosseir;
- (iii) Kena to Hurghada.

These roads and the bridges thereon will be constructed to satisfy the same standards as those specified in paragraph 6 above.

It may not be possible for the construction of the roads referred to in this paragraph to be undertaken at the same time as the roads referred to in paragraph 6, but they will be constructed as soon as possible.

8. When, to the satisfaction of both the High Contracting Parties, the accommodation referred to in paragraph 4 is ready (accommodation for the forces retained temporarily at Alexandria in accordance with paragraph 18 below not being included) and the works referred to in paragraph 6 above (other than the railways referred to in (ii) and (iii) of part (B) of that paragraph) have been completed, then the British forces in parts of Egypt other than the areas in the Canal Zone specified in paragraph 2 above and except for those maintained temporarily at Alexandria, will withdraw and the lands, barracks, aircraft landing grounds, seaplane anchorages and accommodation occupied by them will be vacated and, save in so far as they may belong to private persons, be handed over to the Egyptian Government.

9. Any difference of opinion between the two Governments relating to the execution of paragraphs 3, 4, 5, 6, 7 and 8 above will be submitted to the decision of an Arbitral Board, composed of three members, the two Governments nominating each a member and the third being nominated by the two Governments in common agreement. The decision of the Board shall be final.

10. In order to ensure the proper training of British troops, it is agreed that the area defined below will be available for the training of British forces: (a) and (b) at all times of the year, and (c) during February and March for annual manœuvres: —

- (a) West of the Canal: From Kantara in the north to the Suez—Cairo railway (inclusive) in the south and as far as longitude 31 degrees 30 minutes east, exclusive of all cultivation;
- (b) East of the Canal as required;
- (c) A continuation of (a) as far south as latitude 29 degrees 52 minutes north, thence south-east to the junction of latitude 29 degrees 30 minutes north and longitude 31 degrees 44 minutes east and from that point eastwards along latitude 20 degrees 30 minutes north.

The areas of the localities referred to above are included in the map (scale 1:500,000) which is annexed to the present Treaty*).

11. Unless the two Governments agree to the contrary, the Egyptian Government will prohibit the passage of aircraft over the territories situated on either side of the Suez Canal and within 20 kilometres of it, except for the purpose of passage from east to west or *vice versa* by means of a corridor 10 kilometres wide at Kantara. This prohibition will not, however, apply to the forces of the High Contracting Parties or to genuinely Egyptian air organisations or to air organisations genuinely belonging to any party of the British Commonwealth of Nations operating under the authority of the Egyptian Government.

12. The Egyptian Government will provide when necessary reasonable means of communication and access to and from the localities where the British forces are situated and will also accord facilities at Port Said and Suez for the landing and storage of material and supplies for the British forces, including the maintenance of a small detachment of the British forces in these ports to handle and guard this material and these supplies in transit.

13. In view of the fact that the speed and range of modern aircraft necessitate the use of wide areas for the efficient training of air forces, the Egyptian Government will accord permission to the British air forces to fly wherever they consider it necessary

*) Not reproduced.

for the purpose of training. Reciprocal treatment will be accorded to Egyptian air forces in British territories.

14. In view of the fact that the safety of flying is dependent upon provision of a large number of places where aircraft can alight, the Egyptian Government will secure the maintenance and constant availability of adequate landing grounds and seaplane anchorages in Egyptian territory and waters. The Egyptian Government will accede to any request from the British air forces for such additional landing grounds and seaplane anchorages as experience may show to be necessary to make the number adequate for allied requirements.

15. The Egyptian Government will accord permission for the British air forces to use the said landing grounds and seaplane anchorages, and in the case of certain of them to send stocks of fuel and stores thereto, to be kept in sheds to be erected thereon for this purpose, and in case of urgency to undertake such work as may be necessary for the safety of aircraft.

16. The Egyptian Government will give all necessary facilities for the passage of the personnel of the British forces, aircraft and stores to and from the said landing grounds and seaplane anchorages. Similar facilities will be afforded to the personnel, aircraft and stores of the Egyptian forces at the air bases of the British forces.

17. The British military authorities shall be at liberty to request permission from the Egyptian Government to send parties of officers in civilian clothes to the Western Desert to study the ground and draw up tactical schemes. This permission shall not be unreasonably withheld.

18. His Majesty the King of Egypt authorises His Majesty The King and Emperor to maintain units of his forces at or near Alexandria for a period not exceeding eight years from the date of the coming into force of the present treaty, this being the approximate period considered necessary by the two High Contracting Parties —

- (a) For the final completion of the barrack accommodation in the Canal zone;
- (b) For the improvement of the roads —
 - (i) Cairo—Suez
 - (ii) Cairo—Alexandria via Giza and the desert;
 - (iii) Alexandria—Mersa Matruh;

so as to bring them up to the standard specified in part (A) of paragraph 6;

- (c) The improvement of the railway facilities between Ismailia and Alexandria, and Alexandria and Mersa Matruh referred to in (ii) and (iii) of part (B) of paragraph 6.

The Egyptian Government will complete the work specified in (a), (b) and (c) above before the expiry of the period of eight years aforesaid. The roads and railways facilities mentioned above will, of course, be maintained by the Egyptian Government.

19. The British forces in or near Cairo shall, until the time for withdrawal under paragraph 8 above, and the British forces in or near Alexandria until the expiry of the time specified in paragraph 18 above, continue to enjoy the same facilities as at present.

Article 9. — The immunities and privileges in jurisdictional and fiscal matters to be enjoyed by the forces of His Majesty The King and Emperor who are in Egypt in accordance with the provisions of the present treaty will be determined in a separate convention to be concluded between the Egyptian Government and His Majesty's Government in the United Kingdom.

Article 10. — Nothing in the present treaty is intended to or shall in any way prejudice the rights and obligations which devolve, or may devolve, upon either of the High Contracting Parties under the Covenant of the League of Nations or the Treaty for the Renunciation of War signed at Paris on the 27th August, 1928*).

*) Treaty Series No. 29 (1929) (Cmd. 3410).

Article II. — 1. While reserving liberty to conclude new conventions in future, modifying the agreements of the 19th January and the 10th July, 1899, the High Contracting Parties agree that the administration of the Sudan shall continue to be that resulting from the said agreements. The Governor-General shall continue to exercise on the joint behalf of the High Contracting Parties the powers conferred upon him by the said agreements.

The High Contracting Parties agree that the primary aim of their administration in the Sudan must be the welfare of the Sudanese.

Nothing in this article prejudices the question of sovereignty over the Sudan.

2. Appointments and promotions of officials in the Sudan will in consequence remain vested in the Governor-General, who, in making new appointments to posts for which qualified Sudanese are not available, will select suitable candidates of British and Egyptian nationality.

3. In addition to Sudanese troops, both British and Egyptian troops shall be placed at the disposal of the Governor-General for the defence of the Sudan.

4. Egyptian immigration into the Sudan shall be unrestricted except for reasons of public order and health.

5. There shall be no discrimination in the Sudan between British subjects and Egyptian nationals in matters of commerce, immigration or the possession of property.

6. The High Contracting Parties are agreed on the provisions set out in the Annex to this Article as regards the method by which international conventions are to be made applicable to the Sudan.

Annex to Article II.

1. Unless and until the High Contracting Parties agree to the contrary in application of paragraph 1 of this Article, the general principle for the future shall be that international conventions shall only become applicable to the Sudan by the joint action of the Governments of the United Kingdom and of Egypt, and that such joint action shall similarly also be required if it is desired to terminate the participation of the Sudan in an international convention which already applies to this territory.

2. Conventions to which it will be desired that the Sudan should be a party will generally be conventions of a technical or humanitarian character. Such conventions almost invariably contain a provision for subsequent accession, and in such cases this method of making the convention applicable to the Sudan will be adopted. Accession will be effected by a joint instrument, signed on behalf of Egypt and the United Kingdom respectively by two persons duly authorised for the purpose. The method of depositing the instruments of accession will be the subject of agreement in each case between the two Governments. In the event of its being desired to apply to the Sudan a convention which does not contain an accession clause, the method by which this should be effected will be the subject of consultation and agreement between the two Governments.

3. If the Sudan is already a party to a convention, and it is desired to terminate the participation of the Sudan therein, the necessary notice of termination will be given jointly by the United Kingdom and by Egypt.

4. It is understood that the participation of the Sudan in a convention and the termination of such participation can only be effected by joint action specifically taken in respect of the Sudan, and does not follow merely from the fact that the Uni-

ted Kingdom and Egypt are both parties to a convention or have both denounced a convention.

5. At international conferences where such conventions are negotiated, the Egyptian and the United Kingdom delegates would naturally keep in touch with a view to any action which they may agree to be desirable in the interests of the Sudan.

Article 12. — His Majesty The King and Emperor recognises that the responsibility for the lives and property of foreigners in Egypt devolves exclusively upon the Egyptian Government, who will ensure the fulfilment of their obligations in this respect.

Article 13. — His Majesty The King and Emperor recognises that the capitulatory régime now existing in Egypt is no longer in accordance with the spirit of the times and with the present state of Egypt.

His Majesty the King of Egypt desires the abolition of this régime without delay.

Both High Contracting Parties are agreed upon the arrangements with regard to this matter as set forth in the Annex to this Article.

Annex to Article 13.

1. It is the object of the arrangements set out in this Annex: —

- (i) To bring about speedily the abolition of the Capitulation in Egypt with the disappearance of the existing restrictions on Egyptian sovereignty in the matter of the application of Egyptian legislation (including financial legislation) to foreigners as its necessary consequence;
- (ii) To institute a transitional régime for a reasonable and not unduly prolonged period to be fixed, during which the Mixed Tribunals will remain and will, in addition to their present judicial jurisdiction, exercise the jurisdiction at present vested in the Consular Courts.

At the end of this transitional period the Egyptian Government will be free to dispense with the Mixed Tribunals.

2. As a first step, the Egyptian Government will approach the Capitulatory Powers as soon as possible with a view to (a) the removal of all restrictions on the application of Egyptian legislation to foreigners, and (b) the institution of a transitional régime for the Mixed Tribunals as provided in paragraph 1 (ii) above.

3. His Majesty's Government in the United Kingdom as the Government of a Capitulatory Power and as an ally of Egypt, are in no way opposed to the arrangements referred to in the preceding paragraph and will collaborate actively with the Egyptian Government in giving effect to them by using all their influence with the Powers exercising capitulatory rights in Egypt.

4. It is understood that in the event of its being found impossible to bring into effect the arrangements referred to in paragraph 2, the Egyptian Government retains its full rights unimpaired with regard to the capitulatory régime, including the Mixed Tribunals.

5. It is understood that paragraph 2 (a) involves not merely that the assent of the Capitulatory Powers will be no longer necessary for the application of any Egyptian legislation to their nationals, but also that the present legislative functions of the Mixed Tribunals as regards the application of Egyptian legislation to foreigners will terminate. It would follow from this that the Mixed Tribunals in their judicial capacity would no longer have to pronounce upon the validity of the application to foreigners of an Egyptian law or decree which has been applied to foreigners by the Egyptian Parliament or Government, as the case may be.

6. His Majesty the King of Egypt hereby declares that no Egyptian legislation

made applicable to foreigners will be inconsistent with the principles generally adopted in modern legislation or, with particular relation to legislation of a fiscal nature, discriminate against foreigners, including foreign corporate bodies.

7. In view of the fact that it is the practice in most countries to apply to foreigners the law of their nationality in matters of "statut personnel," consideration will be given to the desirability of excepting from the transfer of jurisdiction, at any rate in the first place, matters relating to "statut personnel" affecting nationals of those Capitulatory Powers who wish that their Consular authorities should continue to exercise such jurisdiction.

8. The transitional régime for the Mixed Tribunals and the transfer to them of the jurisdiction at present exercised by the Consular Courts (which régime and transfer will, of course, be subject to the provisions of the special convention referred to in Article 9) will necessitate the revision of existing laws relating to the organisation and jurisdiction of the Mixed Tribunals, including the preparation and promulgation of a new Code of Criminal Procedure. It is understood that this revision will include amongst other matters: —

- (i) The definition of the word "foreigner" for the purpose of the future jurisdiction of the Mixed Tribunals;
- (ii) The increase of the personnel of the Mixed Tribunals and the Mixed Parquet, which will be necessitated by the proposed extension of their jurisdiction;
- (iii) The procedure in the case of pardons or remissions of sentences imposed on foreigners and also in connection with the execution of capital sentences passed on foreigners.

Article 14. — The present treaty abrogates any existing agreements or other instruments whose continued existence is inconsistent with its provisions. Should either High Contracting Party so request, a list of the agreements and instruments thus abrogated shall be drawn up in agreement between them within six months of the coming into force of the present treaty.

Article 15. — The High Contracting Parties agree that any difference on the subject of the application or interpretation of the provisions of the present treaty which they are unable to settle by direct negotiation shall be dealt with in accordance with the provisions of the Covenant of the League of Nations.

Article 16. — At any time after the expiration of a period of twenty years from the coming into force of the treaty, the High Contracting Parties will, at the request of either of them, enter into negotiations with a view to such revision of its terms by agreement between them as may be appropriate in the circumstances as they then exist. In case of the High Contracting Parties being unable to agree upon the terms of the revised treaty, the difference will be submitted to the Council of the League of Nations for decision in accordance with the provisions of the Covenant in force at the time of signature of the present treaty or to such other person or body of persons for decision in accordance with such procedure as the High Contracting Parties may agree. It is agreed that any revision of this treaty will provide for the continuation of the Alliance between the High Contracting Parties in accordance with the principles contained in Articles 4, 5, 6 and 7. Nevertheless, with the consent of both High Contracting Parties, negotiations may be entered into at any time after the expiration of a period of ten years after the coming into force of the treaty, with a view to such revision as aforesaid.

Article 17. — The present treaty is subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in Cairo as soon as possible. The treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications, and shall thereupon be registered with the Secretary-General of the League of Nations.

In witness whereof the above-named plenipotentiaries have signed the present treaty and affixed thereto their seals.

Done at London in duplicate this 26th day of August, 1936.

(L. S.) ANTHONY EDEN.
 (L. S.) J. RAMSAY MacDONALD.
 (L. S.) JOHN SIMON.
 (L. S.) HALIFAX.
 (L. S.) MILES W. LAMPSON.
 (L. S.) MOUSTAPHA EL-NAHAS.
 (L. S.) AHMAD MAHER.
 (L. S.) M. MAHMOUD.
 (L. S.) I. SEDKI.
 (L. S.) A. YEHIA.
 (L. S.) WACYF BOUTROS GHALI.
 (L. S.) O. MOHARRAM.
 (L. S.) MAKRAM EBEID.
 (L. S.) MAHMOUD FAHMY EL-NOKRACHY.
 (L. S.) A. HAMDY SEIF EL NASR.
 (L. S.) ALY EL CHAMSI.
 (L. S.) M. H. ISSA.
 (L. S.) HAFEZ AFIFI.

b) Agreed Minute.

The United Kingdom and Egyptian Delegations desire at the moment of signature to record in a minute certain points of interpretation of the provisions of the Treaty of Alliance upon which they are agreed.

These points are as follows: —

(i) It is of course understood that the facilities provided for in Article 7 to be furnished to His Majesty The King and Emperor include the sending of British forces or reinforcements in the eventualities specified in that Article.

(ii) With reference to Article 7, it is understood that as a result of the provisions of Article 6, there will have been mutual consultation between the two Governments in the case of a risk of a rupture. In the case of an apprehended international emergency, the same principle of mutual consultation applies.

(iii) The "means of communication" referred to in the second sentence of Article 7 include telecommunications (cables, telegraphs, telephones and wireless).

(iv) Amongst the military, administrative and legislative measures referred to in the third sentence of Article 7 are included measures under which the Egyptian Government, in the exercise of their powers as regards radio-electric communications, will take into account the requirements of the W/T stations of the British forces in Egypt, and will continue to co-operate with the British authorities to prevent any mutual interference between British and Egyptian W/T stations, and measures providing for the effective control of all means of communications referred to in that Article.

(v) The words "Geneifa area" in paragraph 2 (a) of the Annex to

Article 8 mean: along the shore of the Great Bitter Lake from a point 3 kilometres North of Geneifa Station to a point 3 kilometres South-East of Fayid Station to a depth of 3 kilometres from the shore of the lake.

(vi) With reference to paragraph 2 (b) of the Annex to Article 8, it is understood that the exact sites in the area therein referred to where the air forces will be located will be defined as soon as possible.

The Royal Air Force Depot at present situated at Aboukir will also be transferred to this area not later than the date of the withdrawal of the British forces from Cairo under paragraph 8.

(vii) With reference to paragraph 3 of the Annex to Article 8, it is understood (a) that British barrack accommodation includes married quarters for officers and for a proportion of the other ranks, (b) that though the site of the convalescent camp cannot be definitely fixed at the moment, El Arish might possibly prove suitable, and (c) that the Egyptian Government, in pursuance of the policy which it has already taken in hand for the benefit of the inhabitants of those areas, will take all reasonable sanitary measures for the combating of malaria in the areas adjacent to those where the British forces are situated.

(viii) With reference to paragraph 6 of the Annex to Article 8, it is understood that, with regard to road No. (iii), the Egyptian Government will, unless they are able to make arrangements with the Suez Canal Company for the use of this road by the British and Egyptian forces and for the improvement of those sections which are not already up to this standard so as to satisfy the conditions laid down in paragraph 6, construct an entirely new road connecting these places.

(ix) With reference to paragraph 12 of the Annex to Article 8, it is understood that the number of the detachment referred to shall be limited to the minimum strictly necessary to handle and guard this material.

(x) With reference to paragraph 13 of the Annex to Article 8, it is understood that flying will take place for training purposes mostly over desert areas, and that populated areas will only be flown over where necessity so demands.

(xi) With reference to paragraph 2 of the Egyptian Note relating to military matters, it is of course understood that the cost of the Military Mission will be defrayed by the Egyptian Government, and that the words "proper training" in this paragraph include training in British military colleges and academies.

(xii) Paragraph 2 of the Egyptian Note relating to military matters only applies to persons who are already at the time members of the Egyptian armed forces.

(xiii) The word "equipment" in paragraph 3 of the Egyptian Note relating to military matters, means all such stores as it is desirable for forces acting together to have as a common pattern. It does not include articles of clothing or articles of local production.

(xiv) With reference to paragraph 1 of Article 11, it is agreed that the Governor-General shall furnish to His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government an annual report on the administration of the Sudan. Sudan legislation will be notified directly to the President of the Egyptian Council of Ministers.

(xv) With reference to paragraph 2 of Article 11, it is understood that, while the appointment of Egyptian nationals to official posts in the Sudan

must necessarily be governed by the number of suitable vacancies, the time of their occurrence and the qualifications of the candidates forthcoming, the provisions of this paragraph will take effect forthwith on the coming into force of the Treaty. The promotion and advancement of members of the Sudan Service shall be irrespective of nationality up to any rank by selection in accordance with individual merits.

It is also understood that these provisions will not prevent the Governor-General occasionally appointing to special posts persons of another nationality when no qualified British subjects, Egyptian nationals or Sudanese are available.

(xvi) With reference to paragraph 3 of Article II, it is understood that, as the Egyptian Government are willing to send troops to the Sudan, the Governor-General will give immediate consideration to the question of the number of Egyptian troops required for service in the Sudan, the precise places where they will be stationed and the accommodation necessary for them, and that the Egyptian Government will send forthwith, on the coming into force of the Treaty, an Egyptian military officer of high rank whom the Governor-General can consult with regard to these matters.

(xvii) With reference to Article II, as it has been arranged between the Egyptian Government and His Majesty's Government in the United Kingdom that the question of the indebtedness of the Sudan to Egypt and other financial questions affecting the Sudan shall be discussed between the Egyptian Ministry of Finance and the Treasury of the United Kingdom, and as such discussions have already commenced, it has been considered unnecessary to insert in the Treaty any provision in regard to this question.

(xviii) With regard to paragraph 6 of the Annex to Article 13, it is understood that questions relating to this declaration are not subjects for the appreciation of any Courts in Egypt.

Signed in duplicate at London this 26th day of August, 1936.

ANTHONY EDEN,
*His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs.*

MOUSTAPHA EL-NAHAS,
*President of the Egyptian Council of
Ministers.*

c) *Noten des Präsidenten des ägyptischen Ministerrats Moustapha El-Nahas Pascha an den britischen Außenminister Eden.*

No. 1.

Moustapha El-Nahas Pacha to Mr. Eden.

London, August 26, 1936.

Sir,

With reference to Article 2 of the treaty signed this day, I have the honour to inform Your Excellency that, as His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, will be the first foreign sovereign to be represented in Egypt by an Ambassador, British Ambassadors will be considered senior to the other diplomatic representatives accredited to the Court of His Majesty the King of Egypt.

The provisions of this note are subject to revision at the time and in the conditions provided for in Article 16 of the treaty.

I avail, &c.

MOUSTAPHA EL-NAHAS,

President of the Council of Ministers.

No. 2.

Moustapha El-Nahas Pacha to Mr. Eden.

London, August 26, 1936.

Sir,

With reference to Article 12 of the treaty signed this day, I have the honour to inform Your Excellency that the Egyptian Government intend to abolish forthwith the European Bureau of the Public Security Department, but will retain, for five years from the coming into force of the treaty, a certain European element in their city police. The said police will remain for the same period under the command of British officers.

With a view to facilitating the gradual substitution of Egyptian officials for the said European element and thereby securing the harmonious working of the police organisation, the Egyptian Government propose to dispense annually with the services of one-fifth of the number of European police officials.

The Egyptian Government, in view of the treaty of friendship and alliance signed to-day, will, when engaging the services of foreign experts, generally prefer British subjects possessing the necessary qualifications.

I avail, &c.

MOUSTAPHA EL-NAHAS,

President of the Council of Ministers.

No. 3.

Moustapha El-Nahas Pacha to Mr. Eden.

London, August 26, 1936.

Sir,

I wish to place on record certain further understandings in regard to military matters which have been reached between us in connexion with the Treaty of Alliance signed this day.

(1) British personnel shall be withdrawn from the Egyptian Army and the functions of the Inspector-General and his staff shall terminate.

(2) The Egyptian Government, desiring to perfect the training of the Egyptian Army including the Air Force, and intending, in the interests of the alliance which has been established, that such foreign instructors as they may deem necessary shall be chosen from amongst British subjects only, will avail themselves of the advice of a British Military Mission for such time as they may deem necessary for the purposes aforesaid. His Majesty's Government in the United Kingdom will furnish the Military Mission which the Egyptian Government desire, and will also undertake to receive and provide proper training in the United Kingdom for any personnel of the Egyptian forces which the Egyptian Government may desire to send for the purpose of being trained. In the circumstances created by this treaty

52*

the Egyptian Government will naturally not desire to send any personnel of their armed forces to undergo a course in any training establishment or unit abroad elsewhere than in the United Kingdom, provided that this shall not prevent it from sending to any other country such personnel as cannot be received in training establishments and units in the United Kingdom.

(3) In the interests of the Alliance, and in view of the possible necessity of co-operative action between the British and Egyptian forces, the armament and equipment, land and air, of the Egyptian forces shall not differ in type from those of the British forces. His Majesty's Government in the United Kingdom undertake to use their good offices to facilitate the supply of such armament and equipment from the United Kingdom, at prices similar to those which would be paid by His Majesty's Government, whenever the Egyptian Government so desire.

I avail, &c.

MOUSTAPHA EL-NAHAS,

President of the Council of Ministers.

Völkerbund

Materialien zur Frage der Reform des Völkerbundes*)

1. Rede des britischen Außenministers in der Völkerbundsversammlung am 25. September 1936¹⁾

The Rt. Hon. Anthony Eden (United Kingdom). — At this our annual Assembly it is our habit, indeed our duty, to review the events of the past year.

None of us can feel satisfaction at their course, nor is there in the international scene that confronts us any room for complacency. Indeed, the seriousness of the times is such as to command frank speech, so that I shall not apologise to you for using less guarded language than is usual at our Assembly.

What picture does the world present to us to-day, in September 1936? Nationalism is strong, its antagonisms are vibrant. Challenging enthusiasms for rival forms of government hurl defiance at one another. What must be the ultimate consequence of so much licence? Inevitably a general weakening of confidence throughout the world. And this in turn must be the cause —

*) Der zunächst zum Abdruck in der Zeitschrift vorgesehene vorläufige Bericht des Generalsekretärs des Völkerbundes über die von den Regierungen einzelner Mitgliedstaaten verfaßten Denkschriften (VII. Questions Politiques 1936. VII. 8.) ist durch den endgültigen, erheblich erweiterten und veränderten Bericht (S. d. N. Journ. Off., Suppl. Spéc. No. 154, S. 44—97) überholt worden. Das Material über das Ergebnis der Untersuchungen im Völkerbund wird im nächsten Heft gebracht werden.

¹⁾ 17. Ordentliche Versammlung, Sitzung am Freitag, den 25. 9. 1936, 10.30 Uhr. — Die britische Regierung hatte keine schriftliche Antwort auf die Anfrage des Generalsekretärs über die Stellung der Mitgliedstaaten zur Frage einer Reform des Völkerbundes gegeben, sondern auf die kommenden Ausführungen ihres Vertreters vor der Völkerbundsversammlung verwiesen.